

## Un dialogue social tendu

À l'initiative de la CGT, hier, le Comité d'entreprise a été passagèrement envahi par plus d'une centaine de grévistes.



À gauche, Céline Benoit chef du personnel et Philippe Harrewyn, directeur des ressources humaines. À droite : les élus du CE et les grévistes. PHOTOS STÉPHANE LARTIGUE

Deux mois après sa reprise par Ford, l'usine First de Blanquefort a connu hier une de ces montées d'adrénaline dont elle est relativement coutumière : à l'initiative de la CGT, près de 150 salariés ont envahi le Comité d'entreprise où les élus et le directeur des ressources humaines Philippe Harrewyn débattaient d'un projet de Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), qui a pour objectif de supprimer 338 postes sur la base de préretraites maison et de départs volontaires.

Pour les préretraites, la direction propose aux salariés de 55 ans et plus une allocation mensuelle de 65 % de leur rémunération actuelle, avec un niveau minimum de 1 100 euros, mais pas de revalorisation de cette somme jusqu'à l'échéance de la liquidation de la retraite, éloignée de six, voire sept ans pour certains d'entre eux.

---

### NÉGOCIATIONS

**PRIMES** La direction a annoncé hier une concession sur les primes versées aux futurs préretraités lorsqu'ils quitteront l'entreprise. Ces primes seront dégressives avec l'âge, avec un maximum de 6 500 euros pour les salariés de 55 ans. Par ailleurs, les intéressés toucheront lors de leur départ la moitié de l'allocation du départ en retraite due à tout salarié du secteur privé. Le reste leur sera versé lors de la liquidation de leur retraite.

**RECLASSEMENT** Outre les préretraites, les salariés de tous âges ont la possibilité de quitter l'entreprise avec indemnités pour mener des projets personnels. Lors d'une séance précédente, le Comité d'entreprise avait indiqué que l'aide au reclassement serait assurée par le cabinet BPI. La Direction du travail lui a fait remarquer que sur ce plan les prérogatives du CE n'avaient pas été totalement respectées.

---

Majoritaire à Blanquefort, la CGT, comme les autres organisations, estime ces propositions insuffisantes. Mais, dans un contexte de relations intersyndicales souvent tendues, elle était hier la seule à appeler à la manifestation.

### Directeur conspué

Aux alentours de 9 heures, un flot de salariés a franchi le portillon séparant l'usine du local du Comité d'entreprise, avant de conspuer le DRH Philippe Harrewyn lors de son arrivée sur les lieux. Un peu plus tard, les grévistes envahissaient la grande salle qui héberge les séances du Comité. « J'interromps la séance. Je ne cède pas à la

violence psychologique », a tout de suite déclaré le DRH.

Entre ce dernier et la petite foule qui avait fait irruption dans les locaux, le dialogue a été tendu sans pour autant que les choses ne dégénèrent. Dans un premier temps, le DRH s'est dirigé vers la porte de sortie dont l'accès lui a été barré. Mais, quelques minutes plus tard, les grévistes décidaient spontanément de quitter les lieux en bon ordre. Entre-temps, le dialogue avait été vif. « Ça fait trente-sept ans que je suis dans la soute, et je n'ai pas envie d'être jeté par-dessus bord », devait ainsi déclarer un quinquagénaire à l'intention de la direction. « J'ai fait mes calculs », disait un autre. « Si je pars, je devrai me contenter de 1 200 euros par mois pour faire vivre ma famille, on n'y arrivera pas. »

#### « Pas plus loin »

Après le départ des manifestants, la séance du Comité d'entreprise s'est poursuivie pendant deux bonnes heures. En dehors d'une augmentation de la prime versée aux préretraités (voir ci-dessous), Philippe Harrewyn a affirmé que la direction n'irait pas plus loin dans les conditions de ce plan, sur lequel la consultation du Comité d'entreprise doit en principe s'achever le 24 mars. Mais, les élus, quasi-unanimes, ont exigé qu'aucun entretien avec d'éventuels candidats au départ n'ait lieu d'ici là, les syndicats ne désespérant pas de pousser entre-temps la direction à des concessions.

Ainsi, la CFTC souhaite-t-elle par exemple que les allocations des préretraités puissent être réévaluées en fonction du coût de la vie, tandis que la CGT demande 75 % du salaire avec un plancher de 1 500 euros.

L'ensemble des syndicats doit se réunir lundi matin pour tenter d'adopter une position commune sur la suite des événements. Après sa démonstration de force contrôlée d'hier matin, la CGT va plaider sans doute pour un durcissement, mais il n'est pas certain qu'elle soit suivie.

#### Difficile à vivre

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que la situation de l'usine, dont les productions actuelles s'interrompent d'ici la fin de l'année, demeure très difficile à vivre pour les salariés. En même temps que la direction lançait un Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE), l'état-major de Ford Europe assurait travailler à un grand projet susceptible de contribuer à assurer la pérennisation d'au moins un millier d'emplois.

Mais à ce jour, les annonces précises sur ce plan se font attendre, alors que dans le même temps tout est fait pour alléger les effectifs de façon aussi rapide que possible. Le cabinet Secafi, chargé d'une d'expertise par le Comité d'entreprise, se demande, dans ces conditions, si l'on n'a pas mis la charrue avant les bœufs. La question mérite au moins d'être posée.